

[View this email in your browser](#)



On December 15, the *Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones* (CPNCA) submitted its counter offer to our QPAT negotiation team. If we were to summarize the employer's counter offer in a single phrase, it would be: ***“Never surprised, always disappointed”***.

The government has based its submission on the following five guidelines:

- Addressing the labour shortage
- Fostering educational success for all students
- An organization of work that is adapted to the needs of schools
- Adapting the Agreement to new educational and technological realities
- Updating and reviewing certain provisions based on the changing needs of schools

Behind these priorities lie the same desire for additional control over the work of teachers, as well as increased power to impose training, a requirement to use digital tools to support learning in all circumstances, and so on.

Specific elements of the submission

The content of the employer's submission is very vague. The employer party seems embarrassed to put its true goals on paper. Here, however, are some of the key demands:

- Teachers to provide as much availability as possible within the organization of work;
- Working conditions that give school boards full flexibility to organize educational services;
- Increased teacher presence at work!!!
- Revision of the provisions governing group composition rules;
- Obligatory professional development as part of teachers' duties;
- Revision of personnel mobility (50 km rule);
- Greater control and an increased workload;

- Systematic use of technological tools to ensure that educational services can be maintained in every circumstance.

“I’m truly disappointed and quite perplexed. This submission does nothing to improve the working conditions of teachers, or to improve services to students. During a time when we need to attract and retain teachers, we are far away from valuing the teaching profession. When we improve the lives of teachers, we improve the lives of students. Once again, this government is abandoning the teachers, and therefore the students, in this province. It’s disgraceful.” Heidi Yetman, QPAT President

Le 15 décembre, le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires anglophones (CPNCA) a déposé sa contre-offre auprès de l’équipe de négociation de l’APEQ.

Si nous tentons de résumer le dépôt patronal en une phrase, ce serait : « ***Jamais surpris, toujours déçus !*** »

Le gouvernement base son dépôt sur les cinq orientations suivantes :

- Faire face à la rareté de la main-d’œuvre ;
- Favoriser la réussite éducative de tous les élèves ;
- Assurer une organisation du travail adaptée aux besoins des milieux ;
- Adapter l’Entente aux nouvelles réalités éducatives et technologiques ;
- Actualiser et réviser certaines dispositions suivant les besoins évolutifs des milieux.

Derrière ces priorités se cachent les mêmes volontés de contrôle additionnel sur le travail des enseignantes et enseignants, un pouvoir accru d’imposition des formations, le désir de rendre obligatoire l’utilisation des outils numériques en soutien à l’apprentissage en toutes circonstances, etc.

Éléments spécifiques du dépôt

Le contenu du dépôt patronal est très imprécis. La partie patronale semble gênée d’écrire concrètement ses objectifs véritables. Voici, malgré tout, quelques-unes des principales demandes :

- Que le personnel enseignant offre la plus grande disponibilité possible dans une organisation du travail ;
- Que les conditions de travail permettent aux commissions scolaires toute la souplesse nécessaire dans l’organisation des services éducatifs ;
- D’améliorer la présence au travail des enseignantes et enseignants !!!
- De réviser les dispositions relatives aux règles de formation des groupes ;
- Formation professionnelle obligatoire dans le cadre des fonctions du personnel enseignant ;
- Réviser la mobilité du personnel (règle des 50 km) ;
- Un plus grand contrôle et une augmentation de la tâche ;
- Pour la FP et l’EDA, augmenter la durée de la journée de travail et élargir la semaine de travail ;

« Je suis vraiment déçue et assez perplexe. Ce dépôt ne fait rien pour améliorer les conditions de travail du personnel enseignant ni pour améliorer les services aux élèves. À une époque où nous devons attirer et retenir le personnel enseignant, nous sommes loin de valoriser leur profession. Lorsque nous améliorons la vie de ces derniers, cela est reflété directement sur celle des élèves. Une fois de plus, ce gouvernement abandonne le personnel enseignant, et par conséquent, les élèves de cette province. C'est honteux ! » Heidi Yetman, présidente de l'APEQ



QPAT-APEQ.CA



Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe](#)